



Wallonie



Service public
de Wallonie

DGO4

Département de l'Aménagement du Territoire
et de l'Urbanisme

Direction de l'Urbanisme et de l'Architecture
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Jambes
Tél. : 081/33.21.11 • Fax : 081/33.25.67

Namur, le **15 DEC. 2015**

PAR RECOMMANDE
AVEC ACCUSE DE RECEPTION

**S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT**

**Rue des Frères Wright 8
6041 CHARLEROI**

Nos réf. : DGO4/DATU/DUA/AF/JPVR/JP/LT/LL/52011/15.1

Annexe(s) : 1 copie d'arrêté + 1 jeu de plans

**Objet : Permis Article 127 du CWATUP sans délégation.
Réalisation des terminaux non-Schengen et Schengen 2 et transformation-
réaménagement des parkings existants
Demandeur : S.A. BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT
Communes : CHARLEROI**

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, en annexe(s), copie certifiée conforme de l'arrêté du 10 décembre 2015 portant sur l'objet repris sous rubrique.

Je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de ma parfaite considération.

La Directrice,

Josiane PIMPURNIAUX

Chef de service : Josiane PIMPURNIAUX, Directrice. (Tél. : 081/33.21.94 – E-mail : josiane.pimpurniaux@spw.wallonie.be)

Agents traitants : L. TILMANS, Attaché (Tél. : 081/33.21.25 – E-mail : laurence.tilmans@spw.wallonie.be)

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Le Ministre,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine en vigueur ;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétable et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement ;

Vu l'article 127 du Code précité portant sur les permis sollicités par une personne de droit public ou lorsqu'ils concernent des actes et travaux d'utilité publique ;

Vu l'article 274 bis 2° b du code précité déterminant les actes et travaux d'utilité publique pour lesquels les permis d'urbanisme sont délivrés par le Gouvernement ou le Fonctionnaire Délégué ;

Vu l'article 272 §2 f du Code précité qui précise qu'aucune délégation n'est accordée en ce qui concerne les aérodrômes et toute infrastructure destinée au transport aérien ;

Vu le permis unique octroyé sur recours en date du 19 mai 2015 à BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT S.A. par le Ministre ayant en charge cette matière et visant à étendre l'aéroport de Charleroi (extension du terminal passager, agrandissement du parc de stationnement en plein air et construction d'un nouveau bâtiment technique) et à modifier des accès routiers ;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT S.A a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue des Frères Wright, 8 à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES section C numéro 270e et ayant pour objet l'extension de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud par la réalisation des terminaux non-Schengen et Schengen 2 ainsi que la transformation et le réaménagement des parkings V.I.P. et au sol ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 15 juillet 2015 ;

Considérant que la demande porte sur des actes et travaux pour lesquels aucune délégation n'est accordée au Fonctionnaire délégué conformément à l'article 272 §2 f du Code précité ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (Arrêté royal du 10/09/1979 - établissement du plan de secteur) ;



1

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique : "Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation : Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans une zone vulnérable basée sur une courbe provisoire de risque et sur une distance de 200m autour du site SEVESO : SITA Wallonie S.A. (type: Seuil bas), statut: en activité ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique et sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet;

Considérant que le projet s'écarte du plan de secteur pour les motifs suivants : non conforme à la Zone d'Aménagement Communal Concerté à caractère Industriel (ZACCI) ;

Considérant que la demande de permis a été soumise aux mesures particulières de publicité conformément à l'article 127 §3 du C.W.A.T.U.P.;

Considérant que l'enquête publique a été réalisée du 04 septembre 2015 au 18 septembre 2015;

Considérant que 2 réclamations ont été introduites lors de cette enquête publique ;

Considérant que les remarques émises peuvent être résumées comme suit :

- *Nuisances sur la santé et en particulier le sommeil dû aux vols de nuits ;*
- *Pourquoi le projet ne fait-il pas l'objet d'un permis unique ?*
- *L'avis d'enquête publique devrait mentionner la capacité permise du projet et non les m² ;*
- *Notice d'Evaluation des Incidences trop vague concernant l'évaluation de l'impact sonore ;*
- *Le projet est de classe 1 en application de la rubrique 62.00.01 ;*
- *Problème de permis d'exploitation ad hoc ;*

Considérant que l'avis du Collège communal de CHARLEROI, sollicité en date du 12 août 2015 et transmis en date du 19 octobre 2015 est favorable ;

Considérant que l'avis de la DGO ARNE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers - Cellule RAM (Risques d'accidents majeurs), sollicité en date du 12 août 2015 et transmis en date du 1^{er} septembre 2015 est favorable ;

Considérant que l'avis de la DGO ARNE - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers - Cellule Mines, sollicité en date du 12 août 2015 et transmis en date du 22 septembre 2015 est favorable conditionnel et libellé notamment comme suit (cf. annexe 1) :

"[...] S'il vous arrivait de découvrir de manière fortuite d'anciens ouvrages miniers, nous vous demandons d'avertir sans délai l'Administration (la DRIGM) d'une telle découverte. " ;

Considérant que l'avis du Service régional d'Incendie CHARLEROI, sollicité en date du 12 août 2015 et transmis en date du 30 septembre 2015 est favorable conditionnel et dont les conditions sont jointes en annexe pour strict respect (cf. annexe 2) ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 12 août 2015 et transmis en date du 26 août 2015 est favorable ;

Considérant que l'avis de l'IGRETEC - Intercommunale pour la Gestion et la Réalisation d'Etudes Techniques et Economiques, sollicité en date du 12 août 2015 et transmis en date du 25 août 2015 précise qu'IGRETEC n'est pas concerné par le dossier et que le courrier ne peut en aucun cas être considéré comme étant l'avis de l'organisme d'assainissement agréé concernant le rejet éventuel des eaux usées ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, entreprise publique autonome, sollicité en date du 12 août 2015 et transmis en date du 19 août 2015 est favorable conditionnel et libellé notamment comme suit (cf. annexe 3) :

« [...]

- Dans la zone se trouvant actuellement dans la Sensitive Area du GP, aucun stockage de terre ou d'autres interventions pouvant transformer le profil du terrain, ne seront autorisés ;
- Dans la zone en dehors de la Sensitive Area actuelle, les rehaussements dépassant les 6m AGL ne pourront être acceptés ;
- Les plantations devront être limitées dans la mesure du possible et les plantes ne pourront dépasser une hauteur maximale de 3m, ceci afin de ne pas attirer d'oiseaux ;
- La hauteur de la clôture devra être limitée à 3m AGL et ne peut pas être métallique ;
- Limiter la hauteur des véhicules (pas de camions ou camionnettes) ;
- En cas d'installation de réverbères, la hauteur maximale de ceux-ci sera limitée à 4,5m AGL ;
- L'utilisation d'une grue tour n'est pas autorisée ;



Toutefois, l'utilisation de grues avec un bras horizontal peut être autorisée, pour l'expansion de la construction de l'aéroport, que si une simulation détaillée par un expert externe (le cas échéant suivie d'une inspection en vol) montrerait que l'impact sur l'ILS serait acceptable.

Le demandeur a déjà déclaré qu'il prévoit de commander une étude chez NavCom Consult.

Nous vous indiquons en outre que l'implantation de ce parking hypothéquera un déplacement futur possible du seuil de piste vers l'Est.

Si, malgré ces mesures de précaution, le bon fonctionnement de la station RDF devait quand même être perturbé, le BSCA devra être disposé à prendre en charge les coûts du déplacement de la station VHF/UHF combinée. Le BSCA sera également responsable de la construction d'une voie d'accès avec parking et de la déviation des câbles de signal et d'alimentation.

De plus, vu l'emplacement des travaux, l'utilisation de grues télescopiques dans le cadre du projet d'extension de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud, doit faire l'objet d'une demande séparée dans un délai de 2 mois avant le début des travaux au service Urbanisme de Belgocontrol. En effet, l'impact sur les installations de radio navigation n'est pas le seul à être évaluer par nos services. Il faut également tenir compte de l'impact sur les procédures. [...] » ;

Considérant que le projet consiste en l'extension de l'aérogare et plus précisément les bâtiments Non Schengen et Schengen 2 ainsi que la transformation et le réaménagement des parkings existants (VIP et au sol) ;

Considérant que l'article 34 du Code précité stipule que :

«La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail – Décret du 30 avril 2009, art. 20, 2°. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant. Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation. La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et

environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement »;

Considérant que le projet n'est pas conforme à la zone précitée ;

Considérant toutefois qu'en application de l'article 127 §3 du Code précité qui stipule que :

«pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation obligatoire visée à l'article 4, alinéa 1er, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au § 1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement »;

Considérant que l'arrêt du conseil d'Etat n°230.400 du 4 mars 2015 (Affaire : HIERNAUT Vincent contre la Région Wallonne) mentionne en sa page 7 :

«[...] qu'un acte de l'administration active ne doit, en règle, pas répondre à toutes les objections qui ont été émises au cours de la procédure qui a conduit à son adoption ; que l'administration n'a pas l'obligation de répondre à chacune des objections soulevées lors de l'enquête publique ; qu'il suffit que sa décision indique clairement les motifs liés au bon aménagement des lieux sur lesquels l'autorité se fonde et que le réclamant y trouve, fût-ce implicitement, les raisons du rejet de sa réclamation ;

Considérant que, lorsqu'au cours de l'enquête publique, des observations précises sont formulées, dont l'exactitude et la pertinence sont corroborées par le dossier, le permis délivré ne peut être considéré comme adéquatement motivé que s'il permet de comprendre les raisons pour lesquelles l'autorité passe outre, au moins partiellement, à ces observations ;

Considérant que l'obligation de motivation varie selon la qualité et la nature de la motivation des avis exprimés et que l'autorité compétente n'a pas l'obligation de réfuter toutes les réclamations et tous les avis recueillis lorsque la lecture de l'acte concerné permet de savoir pourquoi ces réclamations et ces avis n'ont pas été retenus ; [...]»

Considérant que l'enquête publique a été réalisée et a suscité deux réclamations comme précité ; qu'à cet égard, contrairement à ce qu'indiqué dans l'accusé de réception de cette demande de permis, il ne s'agit nullement d'une modification du permis unique autorisé sur recours en mai 2015 mais bien d'une nouvelle demande de permis d'urbanisme ; qu'aucune activité n'y est classée ; que le projet dont il est question ici ne nécessite par conséquent pas une demande de permis unique ; que le volet exploitation et environnement de ce permis unique reste d'application ; que les changements opérés sont relatifs au volet urbanistique en ce que la présente demande réduit les superficies des terminaux suite à des réductions budgétaires ; que le volet environnemental de ce permis unique sera mis en œuvre dans les délais légaux, comme par exemple

l'extension du parc de stationnement le long de la N568 ou les travaux de by-pass/extension du rond-point ; qu'en ce qui concerne la remarque quant à la classe 1 du projet au sens du Code de l'environnement, l'exploitation des installations, activités et dépôts sont couverts par le permis unique délivré sur recours en date du 19 mai 2015 ; que ce permis unique est toujours valable ; que le dossier ne devait donc pas être accompagné d'une étude d'incidence sur l'environnement ;

Considérant que le projet dont question doit être considéré, en ce qu'il est destiné à l'accueil des passagers d'un aéroport public, comme un équipement communautaire et de service public ; qu'en effet, la participation directe ou indirecte importante des autorités publiques dans ce projet, notamment en termes de financement, de maîtrise d'ouvrage, de gestion et d'exploitation (Union Européenne, Région Wallonne, SOWAER, etc.) le confirme ; que ces éléments confirment le caractère public de l'infrastructure envisagée ; qu'il s'agit dès lors d'un projet visé par l'article 127 §1^{er} 7° du Code ; qu'en application de l'article 274 bis al. 1^{er} 2° b, l'autorité compétente est le Gouvernement et non le Fonctionnaire délégué ;

Considérant que le projet prévoit la construction de deux nouveaux bâtiments à l'Est du volume existant (terminaux Non Schengen et Schengen 2) ; que l'extension du bâtiment Non Schengen présente un volume unique à toit plat de 72,86m sur 19,34m ; que sa hauteur est de 5m ; qu'une partie étagée de 12,80m sur 7,25m sur 5,05m est également prévue ; que l'extension du bâtiment Schengen 2 présente un volume unique à toit plat de 180,66m (et partiellement sur 19,34m) et sur 25,24m ; que sa hauteur est de 5m ;

Considérant que l'aérogare actuelle comporte une surface construite de 35000 m² et que la phase d'extension du bâtiment prévoit 5869 m² de surface supplémentaire soit 1589 m² pour le terminal Non Schengen et 4280 m² pour l'extension Schengen 2 ; que le but est d'augmenter la capacité de l'aérogare existant pour passer à 9.000.000 de passagers par an ;

Considérant que les nouvelles constructions disposent d'un parement en panneaux micro-ciment de ton gris anthracite ; que les menuiseries extérieures sont de ton identique ;

Considérant quant aux lignes de force du paysage, que le projet s'inscrit en extension du bâtiment principal, dans son prolongement Est, dans le respect des gabarits et matériaux du bâtiment initial ; que ces travaux seront visibles depuis la piste et depuis les différents parkings aux alentours ; qu'ils sont prévus dans le respect des volumétries du terminal existant se présentant sur 2 niveaux pour le bâtiment central et sur un niveau pour les bâtiments annexes ; que l'agrandissement envisagé présente une architecture à l'échelle du bâti existant ; que l'expression architecturale proposée est cohérente avec l'architecture du terminal existant ; que le projet complète et recompose les lignes de force du paysage ; que le prescrit de l'article 127 § 3 se trouve dès lors rencontré ;

Considérant que le projet d'extension du terminal s'inscrit dans le respect des options du Schéma de Développement de l'Espace Régional (SDER), tel qu'adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999, qui reprend :



6

« Face à l'accroissement des transports aériens, le Gouvernement wallon poursuivra le développement des aéroports de Charleroi-Bruxelles Sud et de Bierset. Pour assurer leur développement, il faut les positionner dans le contexte de la concurrence internationale en accentuant leur spécialisation, en stimulant leurs retombées économiques, en réservant des superficies pour leurs extensions, en veillant à leur accessibilité par route et chemin de fer et en apportant des solutions aux problèmes des nuisances phoniques. » (SDER, 3^e partie, point VI.1.D, p.201) ; qu'il ajoute que l'aéroport de Gosselies (Brussels South Airport), principalement orienté vers le trafic des voyageurs, devrait de plus en plus jouer un rôle de délestage de l'aéroport de Zaventem (Brussels Airport) ;

Considérant que le projet diminue les superficies d'extension autorisées par décision ministérielle relative au permis unique sur recours en date du 19 mai 2015 ; que le permis unique prévoyait une extension de l'ordre de 27070 m² contre 5869 m² dans le cadre du présent projet ; que les volumes en extension de ce projet sont donc d'une ampleur nettement moindre ; que l'impact sur les lignes de force du paysage, déjà analysé dans le cadre de la précédente décision sur le permis unique, est considérablement réduit ; que l'objet de la présente demande est uniquement le volet urbanistique de cette diminution volumétrique d'extension des terminaux ; qu'au vu des éléments mentionnés plus haut, le projet peut dès lors être autorisé ;

Au vu de ce qui précède ;

DECIDE

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT S.A est **octroyé**.

Le titulaire du permis devra :


- Respecter les conditions de la DRIGM (cf. annexe 1) ;
- Respecter les conditions du service incendie (cf. annexe 2) ;
- Respecter les conditions de Belgocontrol (cf. annexe 3) ;
- Pour le surplus, exécuter les travaux conformément aux plans joints en annexe ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers.

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI. Une copie est envoyée au Fonctionnaire délégué.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

Article 5 : Un recours au Conseil d'Etat est ouvert au destinataire de l'acte, par requête signée par lui-même ou par un avocat inscrit au tableau de l'Ordre, sur la liste des stagiaires ainsi que, selon les dispositions du Code judiciaire, par un



7

ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne qui est habilité à exercer la profession d'avocat, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente décision.

La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat, par lettre recommandée à la poste.

La requête est datée et contient en application de l'article 1^{er} du règlement de procédure :

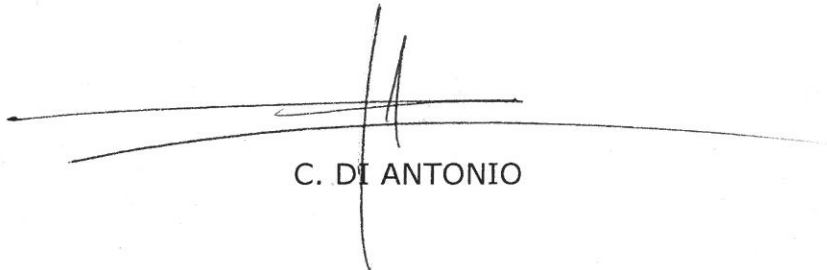
- 1° les nom, qualité et demeure ou siège de la partie requérante;
- 2° l'objet de la demande ou du recours et un exposé des faits et des moyens;
- 3° les nom, demeure ou siège de la partie adverse.

Par ailleurs, aux termes de l'article 85 du règlement de procédure, trois copies certifiées conformes par le signataire doivent être jointes à la requête, outre autant d'exemplaires qu'il y a de parties adverses en cause.

Doit être jointe à la requête, en application de l'article 3 du règlement de procédure, une copie de la décision incriminée.

Namur, le

10 DEC. 2015



C. DI ANTONIO

Pour copie conforme



Josiane PIMPURNIAUX
Directrice

**EXTRAITS DU CODE WALLON DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DE
L'URBANISME ET DU PATRIMOINE**

1) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. *Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.*

2) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 87. § 1^{er}. *Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.*

§2. *Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si leur réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.*

La péremption du permis s'opère de plein droit.

3) PROROGATION DU PERMIS

Art. 87. §3. *Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe premier.*

La prorogation est accordée par le collège communal. Toutefois, dans le cas visé à l'article 127, la prorogation est accordée par le Gouvernement ou le Fonctionnaire délégué.

4) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. § 1^{er}. *Le bénéficiaire du permis doit faire vérifier la conformité de l'état du bien au permis au plus tard dans les six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, § 2, ou préalablement à une cession.*

En cas de cession plus de trois ans après une vérification, le cédant fait vérifier la conformité de son bien au permis avant l'acte de cession. Toutefois, une vérification s'impose avant toute cession postérieure à une vérification provisoire.

§ 2. Un certificateur agréé, choisi par le bénéficiaire de permis ou le cédant, procède à la vérification.

Si la commune n'a pas reçu le certificat de conformité urbanistique ou le document contenant refus de certificat de conformité urbanistique à la fin des six mois qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 87, §2, le collège communal ou l'agent que ce collège délègue charge d'office un certificateur agréé de procéder à la vérification.

Dans tous les cas, la vérification est aux frais du bénéficiaire du permis ou du cédant.

5) DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS GROUPEES

Art. 126. *Lorsqu'un permis d'urbanisme autorise plusieurs constructions et que ces constructions impliquent la réalisation d'infrastructures et d'équipements communs en ce compris les équipements d'épuration des eaux usées, le permis peut subordonner les mutations à titre gratuit ou onéreux, de partage, de constitution d'emphytéose ou de superficie, ou de location pour plus de neuf ans, portant sur tout ou partie de ces biens :*

1° à un certificat délivré dans les conditions visées à l'article 95, alinéa 1^{er} ;

2° à un acte de division dressé par le notaire fixant les prescriptions urbanistiques de l'ensemble et les modalités de gestion des parties communes.

Le permis mentionne les phases éventuelles de réalisation des constructions en précisant le début de chaque phase.

